



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 04/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO GREEN SOLUTIONS - Usine 2 [ex. SOLOVER (nouveau)]

Chemin du Meunier Noir
02880 Crouy

Références : UiD4243-DSSP-024-0462
Code AIOT : 0006113507

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement SIBELCO GREEN SOLUTIONS - Usine 2 [ex. SOLOVER (nouveau)] implanté ZA de Chézieu - 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO GREEN SOLUTIONS - Usine 2 [ex. SOLOVER (nouveau)]
- ZA de Chézieu - 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
- Code AIOT : 0006113507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société Sibelco Green Solutions a récupéré l'exploitation des 2 sites de traitement de déchets de verre initialement exploités par la société SOLOVER et situés sur la commune de Saint Romain le Puy.

L'usine dite 2 est spécialisée dans le traitement du verre plat et l'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 03/08/2016. Le changement d'exploitant au profit de la société Sibelco Green Solutions a été opéré en 2023, par arrêté du 29/09/2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de déchets traités	Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 1.2.1	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 9.4.1.1 et 9.4.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 8.2.1	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 3.2.3	Sans objet
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 4.3.8	Sans objet
6	Dispositif de rétention	Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 7.4.1 V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'est pas constaté de non-conformité.

Le projet de mise en œuvre d'un traitement des eaux pluviales pour améliorer la qualité du rejet sur les paramètres organiques est à poursuivre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 1.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, déchets		
Prescription contrôlée :		
Capacité de traitement 360 t/j		
Constats :		
L'installation reçoit 4 types de déchets de verre plat : <ul style="list-style-type: none"> • brut mêlé • brut feuilleté (bâtiment) • brut automobile • brut plat blanc float (chute industrielle). Il n'y a pas de traitement sur le plat blanc float : il est uniquement en transit sur le site.		
Les quantités traitées en 2024 jusqu'à fin de semaine 38 (la semaine précédant l'inspection) sont les suivantes, d'après les informations extraites du logiciel de pesée :		
	Reçu (tonnes)	Traité (tonnes)
Mêlé	14 032	12 879
Feuilleté	7508	7 367
Automobile	5 798	5 217
Plat float	1 864	/
La quantité traitée depuis début 2024 est donc de 25 463 tonnes, ce qui fait une moyenne de 140 t/j (183 jours ouvrés).		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, articles 9.4.1.1 et 9.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Tenue d'un registre des déchets entrants et sortants
Constats : Seul le registre des déchets sortants a été consulté. L'établissement procède à la sortie de statut de déchet pour le verre traité : il dispose d'une attestation de conformité établie par un organisme de certification, valide jusqu'au 30/09/2026. Le verre traité n'est donc pas tracé dans le registre des déchets sortants, seuls sont mentionnés les déchets issus du tri et traitement (bois, métaux, plastiques...). Il n'est pas constaté d'anomalie, néanmoins, l'exploitant est invité à s'assurer de la complétude des informations contenues dans son registre vis-à-vis de l'arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets. Pour les expéditions de déchets dangereux, l'exploitant établit des bordereaux de suivi de déchets sous Trackdéchets. Un bordereau du 22/03/2024 correspondant à l'évacuation de déchets hydrocarbonés (nettoyage du bassin et séparateur hydrocarbures) a été consulté : il apparaît "traité" dans la synthèse des BSD de l'établissement alors que la dernière partie relative au traitement final du déchet n'est pas "signée". S'il s'agit d'une anomalie, l'inspection fera remonter l'information au niveau de la plateforme Trackdéchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Les dernières mesures de bruit ont été réalisées en 2023. Le rapport de mesurage fait état de non-conformités en limite de propriété, mais le bureau de contrôle a estimé que la mesure n'était pas représentative du fait du positionnement des points de mesure à l'intérieur du site entouré de murs en béton et/ou gabions. Les émergences sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 3.2.3									
Thème(s) : Risques chroniques, air									
Prescription contrôlée : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et fréquence d'autosurveillance. Conduit n°1 <table border="1"><thead><tr><th></th><th>Concentrations instantanées en mg/Nm³</th></tr></thead><tbody><tr><td>Oxyde de soufre en équivalent SO²</td><td>35</td></tr><tr><td>Oxyde d'azote en équivalent NO²</td><td>100</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>5</td></tr></tbody></table> Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite. L'exploitant réalisera un contrôle tous les 3 ans.			Concentrations instantanées en mg/Nm³	Oxyde de soufre en équivalent SO ²	35	Oxyde d'azote en équivalent NO ²	100	Poussières	5
	Concentrations instantanées en mg/Nm³								
Oxyde de soufre en équivalent SO ²	35								
Oxyde d'azote en équivalent NO ²	100								
Poussières	5								
Constats : L'exploitant indique procéder à une analyse de son rejet atmosphérique tous les ans. Cependant, seul le rapport d'analyses de 2022 a pu être consulté lors de l'inspection. Les VLE sont respectées.									
Type de suites proposées : Sans suite									

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le domaine public et après leur passage par le décanteur/déshuileur, une valeur limite en concentration en hydrocarbures de 10 mg/litre. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 et 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.3).
Constats : La dernière analyse a été effectuée en avril 2024. La VLE en hydrocarbures est respectée (l'analyse a été réalisée après nettoyage du bassin et du séparateur d'hydrocarbures). Le rapport d'analyse indique également des concentrations en MES, DCO et DBO5 mais il n'y a pas de VLE associées. Ces concentrations sont néanmoins un peu élevées par rapport à ce qu'on pourrait attendre d'un site de traitement de verre plat. L'exploitant a engagé une démarche pour mettre en place un dispositif de traitement par charbons actifs, ce qui permettra de diminuer la charge organique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Poursuivre la démarche engagée pour un traitement des eaux pluviales et transmettre un planning de mise en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositif de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2016, article 7.4.1 V
Thème(s) : Risques accidentels, pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Le volume d'eau d'extinction est de 360 m ³ . Il est réalisé un bassin de rétention avec une vanne d'obturation pour un volume de 591 m ³ .
Constats : Les caractéristiques du bassin de rétention figurent sur le plan des réseaux de collecte des effluents. La superficie indiquée est 652 m ² , la hauteur d'eau maximale est de 0,91 m, et le volume est de 591 m ³ . L'ensemble du réseau de collecte converge vers ce bassin.
Type de suites proposées : Sans suite